

## POLITIQUE

# Christian Bataille refuse la réforme des retraites version Sarkozy et souhaite deux grandes intercommunalités

Rue Paul-Vaillant-Couturier à Aulnoye-Aymeries, vendredi matin. Christian Bataille, député PS, est dans son bureau de l'Avesnois et il n'y va pas par quatre chemins. Sa cible ? Le gouvernement et sa politique qu'il juge inique parce qu'elle fragilise les plus faibles. L'élu socialiste met en avant une retraite peau de chagrin. Celle, selon lui, qu'auront les Français demain. « Le vote interviendra mercredi avec un texte presque inchangé. Le 15 septembre, je serai présent aux côtés des manifestants. Si nous revenons au pouvoir, nous reviendrons sur cette mesure et nous laisserons aux travailleurs ayant le nombre de trimestres requis de cotisations le choix de partir à l'âge de 60 ans. Or ce n'est pas ce que prévoit le gouvernement Sarkozy. Là, on nous annonce un départ à 62 ans. Cette réforme pénalise les femmes qui ont des carrières en pointillé ».

Immigration et insécurité font aussi partie du menu Bataille en ce vendredi. « Dix-sept textes législatifs sur la sécurité ont été vus par l'assemblée en deux ans. Ça ne remplace pas la police de proximité. 9 000 postes de policiers ont été

supprimés. Avant, on stigmatisait la communauté musulmane ; maintenant, ce sont les Roms. Nous sommes un pays qui fonctionne avec des méthodes d'extrême droite, ce n'est pas très glorieux ». Christian Bataille dénonce aussi le dépeçage en règle de la Maison Éducation nationale dont il est issu. Il déplore la suppression de l'histoire comme enseignement obligatoire. « Quand un régime s'en prend à l'histoire, ensuite, c'est la philosophie qui trinque ». L'enseignant de formation cite aussi la suppression de la scolarisation des enfants à partir de 2 ans en maternelle, l'utilisation de vacataires pour remplacer les enseignants, la suppression des IUFM jetant ainsi dans les classes des apprentis enseignants instruits mais non formés à la pédagogie...

## Vers deux grandes intercommunalités

Plus localement, pour le Cambrésis, il salue le travail du sous-préfet de Cambrai qui œuvre en faveur d'une simplification du paysage intercommunal qui doit comprendre deux grandes intercommunalités. « On en aurait une avec l'ouest du Cambrésis et une autre avec l'est : Caudry, Le Cateau et Solesmes. Les

petites communautés doivent se fondre dans ces entités ».

Les mois passés ont été marqués par des manifestations de producteurs laitiers. « Les agriculteurs se rendent compte qu'ils sont trahis. Ils vont être confrontés à la distribution et aux industriels. Le Cambrésis, comme l'Avesnois, a besoin des agriculteurs. Il faut une autre politique. Sans cela, notre agriculture est condamnée ».

Et puis, en guise de dessert d'une conférence de presse pimentée, il y a LA cerise sur le gâteau. Le dernier acte public du socialiste Bataille. « J'ai interpellé le procureur général près de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, sur la vente d'une partie de la forêt de Compiègne décidée par Éric Woerth. C'est une forêt publique. On ne peut pas en vendre ou en acheter une partie sans l'avis du Parlement. L'inaliénabilité de la forêt domaniale est inscrite dans le droit français depuis Dioclétien. M. Woerth ne pouvait pas vendre un morceau de la forêt à la société des courses de Compiègne. Je demande l'annulation de cette vente ». Une vente sur laquelle Christian Bataille devrait s'exprimer bientôt au sein de l'hémicycle. ■ G. B.



Christian Bataille souhaite pour le Cambrésis deux seules grandes intercommunalités. L'union faisant la force.